

Numéro du dossier :	<b>AP 038 416 24 10005</b>
Déposé le :	<b>29 mars 2024</b>
Demandeur :	<b>SARL KSM KIDS</b>
Pour :	<b>Installation d'enseignes</b>
Adresse des Travaux :	<b>30, Grande rue 38160 Saint-Marcellin</b>
Référence cadastrale :	<b>AI 356</b>

**ARRÊTÉ**  
**De non-opposition à une installation d'enseigne**  
**Au nom de la commune de Saint-Marcellin**

**Le Maire de Saint-Marcellin,**

VU la demande d'installation d'enseigne présentée le 29 mars 2024 par la SARL KSM KIDS, représentée par Monsieur MARTEL Steven domiciliée 265, chemin du Haut Plan, à Chevières (38160) ;  
VU l'objet de la demande ;  
VU le Code de l'environnement ;  
VU la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'environnement ;  
VU le Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes ;  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 juillet 2019 et modifié le 17 novembre 2022 ;  
VU la Carte des Aléas de la Commune de Saint-Marcellin ;  
VU l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 07 mai 2024 ;

CONSIDERANT QUE le projet consiste en une installation d'enseignes en façades commerciales d'un immeuble situé en zone UAa du PLU précité.

CONSIDÉRANT QUE le projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du monument historique du clocher de l'église. Les articles L581-18 et R581-16 du code de l'environnement sont applicables.

**A R R Ê T É**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable, pour le projet décrit dans la demande susvisée, selon les plans annexés à la déclaration, sous réserve du respect des droits des tiers.

Saint-Marcellin, le 16 mai 2024

Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN

Pour le Maire et par délégation

Christian DREYER,  
Adjoint à l'Urbanisme et aux  
Travaux



La présente décision est notifiée au requérant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale et transmise au représentant de l'État dans les conditions de l'Article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'environnement ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).